

Appel contre une naturalisation arbitraire

Février 2008
Source : *La Croix*

Depuis plus d'un siècle et demi, la naturalisation a permis à des millions d'étrangers de devenir français. C'est cette voie d'accès à la nationalité – outil efficace et discret d'intégration – que le gouvernement envisage de mettre en cause.

Jusqu'à aujourd'hui, la procédure comprenait deux étapes distinctes : les préfectures enregistrent les demandes, apprécient le niveau de maîtrise du français et émettent un avis mais la décision finale revient à des fonctionnaires spécialisés de la Sous-Direction des naturalisations.

Cette procédure est certes imparfaite. Mais sous prétexte de réduire les délais, le conseil de modernisation des politiques publiques propose de confier l'entière responsabilité de la naturalisation aux préfectures. Or, c'est justement au niveau des préfectures que les délais d'enregistrement et d'instruction des demandes sont déjà les plus longs. Cette modification, apparemment technique, ne réduira qu'à la marge le temps d'attente pour devenir français. Elle répond donc assurément à d'autres motivations et risque d'avoir des conséquences très graves pour les candidats à la naturalisation :

- elle creuserait inévitablement les écarts de délais d'instruction entre les départements et aboutirait à rompre l'égalité de traitement entre les candidats.
- elle déléguerait le pouvoir de décider qui devient français à des agents dépourvus de la compétence juridique nécessaire et davantage spécialisés dans le contrôle des étrangers
- elle favoriserait le règne des dérogations et des privilèges consentis par les notables locaux à certaines clientèles

Pour toutes ces raisons, nous demandons au gouvernement de renoncer à ce projet dangereux pour l'une des principales voies d'intégration à la société française et pour le principe d'égalité devant la loi.

Signataires :

ALCARAZ Emmanuel, doctorant (INALCO) ;
AMARA Nordine, doctorant (Université de Paris 1) ;
BALIBAR Etienne, professeur émérite de philosophie (Université de Paris X)
BALIBAR Françoise, professeur émérite (Université de Paris 7) ;
BANCEL Nicolas, professeur d'histoire (Université de Strasbourg) ;
BAUDELLOT Christian, sociologue (ENS) ;
BENCHARIF Léla, docteure en géographie (MODYS) ;
BERTAUX Sandrine, Assistant Professor (Marmara University) ;

BERTRAND Romain, chargé de recherche (CERI) ;
BLANC-CHALEARD Marie-Claude, maître de conférence en histoire (Université de Paris 1)
BLANCHARD Emmanuel, doctorant en histoire (CESDIP) ;
BLEICH Erik, historien (Middlebury College, USA)
BRANCHE Raphaëlle, maître de conférences en histoire (Université de Paris 1) ;
BRICE-DELAJOUX Claire, maître de conférences en droit public (Université d'Evry) ;
BRUN François, ingénieur de recherche (CEE) ;
BURGI Noëlle, chargée de recherches (CNRS) ;
CORDEIRO Albano, sociologue (CNRS) ;
COSTA-LASCOUX Jacqueline, directrice de recherche honoraire (CNRS) ;
DAYAN-HERZBRUN Sonia, professeur (Université de Paris 7) ;
D'HALLUIN Estelle, doctorante (EHESS) ;
DENIS Vincent, maître de conférences en histoire (Université de Paris 1) ;
DE WENDEN Catherine, directrice de recherches (CNRS) ;
DHUME Fabrice, Chercheur-coopérant (Iscra-Est) ;
DOUAILLER Stéphane, professeur de philosophie (Université de Paris 8) ;
DOUKI Caroline, maître de conférences (Université de Paris 8) ;
GALISSOT René, professeur émérite d'histoire (Université de Paris 8) ;
GOUSSEF Catherine, historienne (CNRS) ;
LAURENS Sylvain, maître de conférences (Université de Limoges) ;
LE BRUN Frédérique, journaliste ;
LECUCQ Olivier, Professeur agrégé de droit public (Université de Pau) ;
LEGOUX Luc, maître de conférences (Université de Paris 1) ;
LIEM-KHE Luguern, professeur d'Histoire/géographie ;
MATARD-BONUCCI Marie-Anne, professeur (Université de Grenoble II) ;
MILLARD Eric, Professeur de droit public (Université Paris X-Nanterre) ;
MORILLON Anne, sociologue (Odris) ;
MOROKYASIC-MULLER Mirjana, Directrice de recherche (CNRS) ;
NOIRIEL Gérard, directeur d'études (EHESS) ;
OUAMARA Achour, enseignant ;
PENNETIER Claude chargé de recherches (CNRS) ;
PEYROULOU Jean-Pierre, docteur en histoire (EHESS) ;
PIETTRE Alexandre, sociologue (Université de Paris 7) ;
PITTI Laure, maître de conférences (Université de Paris 8) ;
ROSENBERG Clifford, historien (City College of New York, CUNY).
RUSCIO Alain, historien ;
SAHLINS Peter, historien (Social Sciences Research Council) ;
SCIOLDO-ZURCHER Yann, docteur en histoire ;
SIBEUD Emmanuelle, maître de conférence en histoire (Université de Paris 8) ;
SIMON Patrick, socio-démographe (INED) ;
SIMON-LORIERE Hélène, doctorante en géographie (Migrinter) ;
SLAMA Serge, maître de conférences en droit public (Université d'Evry)
SPIRE Alexis, chargé de recherches (CNRS) ;
STORA Benjamin, professeur d'histoire (INALCO)
TASSIN Etienne, professeur de philosophie (Université de Paris Diderot)
TCHEN Vincent, maître de conférences en droit public (Université de Versailles) ;
THENAULT Sylvie, chargée de recherches (CNRS) ;
TOUATI Houari, directeur d'études (EHESS) ;
TRAPIER Maryse, professeur émérite de sociologie (Université de Paris 7) ;
VAUDAY Patrick, maître de conférences (Université Paris Dauphine) ;

VOGEL Marie, maître de conférences en sociologie (ENS-LSH) ;
VOLDMAN Danièle, directrice de recherches (CNRS) ;
WEIL Patrick, directeur de recherches (CNRS) ;
ZALC Claire, chargée de recherches (CNRS) ;